

maintenant !

■ Extrait du registre des délibérations
Commission « Environnement, urbanisme et
logement »

Conseil municipal du 24 juin 2019
Séance du 5 juin 2019

54 Prescription d'élaboration d'un Règlement Local de Publicité

Étaient présents les membres inscrits au tableau :

■ Le Maire :

Monsieur Jean-Claude VILLEMAIN

■ Maires-adjointes & Maires-adjoints :

MM. CABARET, LEMAIRE, Mme CARLIER, M. BELMHAND, Mmes FOURRIER-CESBRON, LAMBRE, Mme MOUSSATEN, M. DEME.

■ Conseillères municipales & conseillers municipaux :

Mme DUHIN, M. MARTIN, Mme BARBETTE, M. AKABLI, Mmes FAZAL, SAVAS, MM BOUKHACHBA, MONTES, ASSAMTI, BOULHAMANE, Mme MAUPIN, M. FREMINE, Mme M'BAYE-DIAO, M. RIFI SAIDI, Mmes SOKOLONSKI, JAJAN, MM BOUADDI, SERTAIN, Mme DUCHATELLE, MM FACCHINI, LAMOUREUX, NATANSON.

Étaient absents excusés et représentés les membres inscrits au tableau :

■ Conseillères municipales & conseillers municipaux :

Mme CAPON	Pouvoir à :	Mme CARLIER
Mme GUENDOUZE	Pouvoir à :	M. VILLEMAIN
M. N'DIAYE	Pouvoir à :	Mme MOUSSATEN
M. ATAKAYA	Pouvoir à :	Mme SAVAS
M. LELONG	Pouvoir à :	M. LEMAIRE
Mme LEHNER	Pouvoir à :	Mme LAMBRE

■ Conseillères municipales & conseillers municipaux :

- Nombre de conseillers devant composer le conseil municipal :	39
- Nombre de conseillers en exercice :	39
- Nombre de conseillers absents non représentés : M. ABBADI, Mme MEHADJI	2
- Nombre de conseillers présents et de conseillers représentés :	38
- Nombre de conseillers absents lors du vote de la délibération : M. MONTES	1

■ Rapport de présentation :

Monsieur Brahim BELMHAND, maire-adjoint, expose :

Actuellement la ville est soumise au règlement national de publicité défini par le code de l'environnement, l'obligation de déclarer les dispositifs de publicité et d'enseignes est limitée à un secteur défini par les périmètres de protection des monuments historiques et les sites inscrits situés sur le territoire de la ville.

Le Règlement Local de Publicité (RLP) a pour vocation de définir les règles concernant les publicités, les pré-enseignes et enseignes sur le territoire communal en conciliant la protection du cadre de vie des habitants et la volonté des acteurs économiques d'être le plus visible possible et de soumettre tous les dispositifs à autorisation.

Le RLP, plus restrictif que la réglementation nationale, est constitué d'un rapport de présentation, d'un règlement, d'un document graphique faisant apparaître les différents zonages et les arrêtés municipaux fixant les limites d'agglomération.

Rappel de la procédure

La procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité (RLP) est élaborée conformément aux dispositions des Plans Locaux d'Urbanisme (articles L.123-6 et suivants du code de l'urbanisme).

maintenant !

Le point de départ de la procédure de RLP est une délibération du conseil municipal prescrivant l'élaboration du RLP.

Elle détaille les objectifs et les modalités de la concertation.

Les objectifs de la Ville

Les objectifs de la mise en œuvre d'un RLP visent à :

- Garantir un cadre de vie de qualité pour les habitants, les visiteurs et les commerçants,
- Développer l'attractivité des secteurs d'activités et commerçants de la ville,
- Limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie en protégeant le patrimoine naturel et bâti,
- Traiter les entrées de ville pour mieux maîtriser la publicité et les enseignes aux entrées de villes,
- Adopter des règles d'extinction nocturne des publicités, pré-enseignes et enseignes lumineuses,
- Adopter des dispositions plus respectueuses du cadre de vie,
- Adapter les règles nationales aux caractéristiques du territoire de la ville,
- Prendre en compte l'évolution des techniques d'affichage et de marketing publicitaire et anticiper l'évolution de la ville.

Les modalités de concertation

En application de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, et tout au long de l'élaboration du projet du RLP, la concertation sera mise en œuvre pour associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées : les professionnels de l'affichage publicitaire et de l'enseigne commerciale, les commerçants, les acteurs économiques...

Il est proposé les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public durant toute la durée de la concertation d'un cahier de suggestions, le public pourra faire également part de ses remarques sur le site Internet de la ville.
- Association spécifique des commerçants à la concertation.
- Organisation d'une réunion publique.

Il vous est donc proposé de prescrire l'élaboration d'un règlement local de publicité et de fixer les modalités de concertation.

Vous êtes appelés à voter.

maintenant !

■ Le conseil municipal :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'avis de la commission « Environnement, urbanisme et logement » en date du 5 juin 2019,

Entendu le rapport de présentation,

■ Vote ordinaire :

Votants : 36

Pour : 36

Contre : 0

Abstention : 0

■ Décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : de prescrire l'élaboration d'un Règlement Local de publicité.

Article 2 : d'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de concertation.

Article 3 : d'autoriser monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document et à engager toutes études nécessaires à l'élaboration du Règlement Local de Publicité.

La présente délibération sera transmise au Préfet de l'Oise, aux présidents des conseils régional et départemental, aux présidents de la chambre du commerce et de l'industrie, de la chambre des métiers et de l'artisanat et la chambre d'Agriculture, au président de la communauté d'agglomération Creil Sud Oise, au président du Syndicat Mixte du SCOT du Grand Creillois.

Seront également consultées à leur demande les communes limitrophes, les associations agréées de protection de l'environnement et les associations locales d'usagers agréées.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens s/s - 14 rue Lemerchier - 80000 Amiens - dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est certifiée exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours.citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Date d'affichage : **25 JUIN 2019**

Accusé réception de la Sous-Préfecture de Senlis :

Jean-Claude VILLEMMAIN

DOCUMENT CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

après dépôt en sous-préfecture le 01/07/19

et publication ou notification le 01/07/19...

affiché le 25/06/19.....

CREIL, le 01/07/2019.....

Maire de Creil
Conseiller Départemental de l'Oise



Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services

Francis LE PAPE

Envoyé en préfecture le 01/07/2019

Reçu en préfecture le 01/07/2019

Affiché le 25/06/2019

SLO

ID : 060-216001743-20190624-DLRG190624054-DE